

4.5 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDI - Europe dans le monde).

4.6 Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'UE (montant en EUR)
Objectif spécifique 1 : Améliorer la formation et l'insertion professionnelle durable des jeunes, en particulier les jeunes femmes, composé de	
Gestion indirecte avec une entité — cf. section 4.4.1	2 300 000
Objectif spécifique 2 : Renforcer le dialogue sur les politiques d'emplois inclusifs	
Gestion indirecte avec une entité — cf. section 4.4.1	1 500 000
Evaluation – cf. section 5.2 Audit – cf. section 5.3	200 000
Totaux	4 000 000

4.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Un comité de pilotage pour superviser et approuver l'orientation générale du projet et les programmes d'actions annuels du projet. Le comité de pilotage sera composé dans une logique partenariale publique-privé: Ministère des Finances/Budget, Ministère de l'Education et de la Formation Professionnelle, Ministère du Travail en charge de la Formalisation et la Protection Sociale, Ministère de l'enseignement supérieur, la Chambre de Commerce, des représentants des partenariats public-privé, des représentants du secteur privé et deux/trois associations professionnelles. Il sera présidé par le Président de la CCD. L'AFD ainsi que la délégation de l'UE à Djibouti en seront membres observateurs. Il se réunira autant que de besoin, et a minima une fois par an.

L'équipe de l'AFD présente à Djibouti assurera le suivi du projet, et une équipe du siège de l'AFD effectuera une mission biannuelle de supervision.

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution budgétaire et de sauvegarde des intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour gérer la mise en œuvre de l'action.

5 MESURE DE PERFORMANCE

5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire